

Réhabilitation de locaux - INRAE COLMAR

28, route d'Herrlisheim

68000 COLMAR

MAITRE D'OUVRAGE

INRAE CENTRE GRAND EST COLMAR
28, route de Herrlisheim
68000 COLMAR

Lot n°10

REVETEMENTS DE SOLS

ARCHITECTE :

ATELIER G5
55 rue Kléber
68800 THANN
Tél : 03 89 33 15 70
Mél : contact@atelierg5architecture.fr

BE FLUIDES :

NR THERM
rue du Pâquis
90400 SEVENANS
Mél : nrtherm@gmail.com

BE STRUCTURE :

SMART
Pôle ENR, rue Pierre et Marie Curie
68700 CERNAY
Tél : 06 24 14 76 57
Mél : m.schmitt@smart-ingenierie.com

ECONOMISTE DE LA CONSTRUCTION :

ATELIER G5
55 rue Kléber
68800 THANN
Tél : 03 89 33 15 70
Mél : contact@atelierg5architecture.fr

CCTP

Dossier	24M14
Date	26/09/2025
Phase	DCE
Indice	A

10.1 **GENERALITES**

10.1.1 **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

10.1.1.1 **PREAMBULE**

Conformément à l'article R2111-9 du Code de la Commande Publique, les normes ou documents indiqués dans ce CCTP s'entendent "ou équivalent".

10.1.1.2 **CONSISTANCE DES TRAVAUX**

Les travaux du présent lot comprennent toutes les fournitures, façons et tous transports nécessaires à la réalisation des ouvrages, définis dans le présent C.C.T.P., et relatifs à la réhabilitation de locaux au centre INRAE de COLMAR.

10.1.1.3 **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

Ce C.C.T.P. a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux des différents corps d'état et leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif.

En conséquence, il demeure convenu que moyennant le prix porté sur l'acte d'engagement ou servant de base contractuelle, chaque entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages de son lot, en conformité avec les plans, la réglementation et les normes contractuellement réputées connues.

Chacun des entrepreneurs participants à l'opération est réputé avoir parfaite connaissance de l'ensemble des documents constituant le CCTP.

10.1.1.4 **CONDITIONS GÉNÉRALES**

Connaissance des travaux :

La nomenclature des travaux du présent lot a été analysée avec le plus grand soin possible dans le présent C.C.T.P.

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) a pour objet la description des travaux et des particularités de l'opération.

L'entrepreneur est tenu d'en prendre connaissance dans sa totalité et ne pourra se prévaloir d'une non connaissance des travaux confiés à son corps d'état.

De même, l'entrepreneur est tenu de consulter les plans et les détails fournis à l'appui du présent document, il ne pourra jamais prétendre les avoir ignorés.

L'entrepreneur est tenu de procéder à une vérification approfondie des documents qui lui seront remis en vue de l'établissement de ses prix unitaires et de signaler le cas échéant, à l'Architecte, les erreurs, contradictions ou omissions qu'il pourrait constater et ceci pendant la période d'étude de sa proposition; en tout état de cause, jamais après la remise de celle-ci.

10.1.1.5 **DOCUMENTS DE REFERENCE**

Tous les ouvrages décrits dans ce devis devront répondre aux exigences des textes en vigueur, notamment :

- DTU et normes en vigueur NF et EN
- Textes législatifs et réglementaires, annexes et règles de calculs applicables au présent lot
- Cahiers de prescriptions du CSTB applicable au présent lot
- Prescriptions techniques et cahier des charges des règles professionnelles applicables aux S.E.L.
- Cahier des charges des règles professionnelles applicables aux enduits, chapes, dalles à base de liants
- Cahier des charges des règles professionnelles applicables aux planchers chauffants
- Toutes Directives, Procédés, Agréments, Avis Technique applicables aux matériaux mis en oeuvre et aux modes opératoires utilisés par le présent lot
- Eurocodes

Toutes les normes, arrêtés et règlements complémentaires en vigueur à la date de signature du présent document.

10.1.1.5.1 **Connaissance des documents contractuels**

Chaque entrepreneur est réputé être en possession et connaître parfaitement tous les documents contractuels visés ci-dessus, applicables aux travaux de son marché.

Les entrepreneurs devront dans l'exécution des prestations de leur marché, se conformer strictement aux clauses, conditions et prescriptions de ces documents.

Par documents de référence contractuels applicables aux présents marchés, il faut entendre tous les fascicules, additifs, mémentos modificatifs, errata, etc... connus à la date précise du CCAP ou à défaut, celle découlant des clauses du CCAG.

Documents réglementaires à caractères généraux :

Les entrepreneurs devront toujours respecter dans l'exécution de leurs travaux ainsi que pour les installations et l'organisation de chantier, toutes les lois et textes réglementaires dont notamment les suivants :

- REEF
- Code de la construction
- Réglementation sécurité incendie
- Textes relatifs à l'hygiène et à la sécurité sur les chantiers
- Règlement sanitaire national
- Textes légaux relatifs à la protection et à la sauvegarde de l'environnement
- Textes concernant la limitation des bruits de chantier
- Législation sur les conditions de travail et l'emploi de la main d'oeuvre
- Règlements municipaux et de police relatifs à la signalisation et à la sécurité de la circulation aux abords du chantier
- Tous autres textes réglementaires et lois ayant trait à la construction, à l'urbanisme, à la sécurité etc
- Coordination sécurité et protection de la santé sur les chantiers :

Seront applicables à l'exécution des présents marchés, les lois, autres décrets, circulaires et autres textes officiels ayant trait à la coordination sécurité, connus à la date précisée au CCAP ou, à défaut, celle découlant des clauses du CCAG.

Sur la base du plan général de coordination, l'entrepreneur devra établir un plan particulier de prévention identifiant les diverses tâches avec leur mode opératoire, les risques en fonction de ces tâches et les mesures de prévention adoptées pour assurer la protection des personnes et des biens.

L'entrepreneur sera tenu de prendre toutes les dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du maître d'oeuvre concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers.

Tous les frais en découlant pour l'entrepreneur sont réputés compris dans le montant de son marché.

10.1.1.5.2 Contrôle des quantités

Le soumissionnaire se doit de contrôler les quantités indiquées dans le présent dossier de consultation. En cas d'écart de quantités ou d'omission de prestations, celle-ci devra être impérativement signalé à la remise de l'offre dans la colonne "quantité entreprise". Et le soumissionnaire devra remettre en annexe une offre complète comprenant l'ensemble des ouvrages chiffrés nécessaires à un parfait achèvement des travaux de son lot. En aucun cas les documents de base (CCTP et DPGF) ne doivent être modifiés.

L'entrepreneur disposant d'un dossier complet de consultation (plans d'architecte, CCTP, DPGF et d'une attestation de visite des lieux) ne pourra plus prétendre à un supplément de prix pour erreur ou omission après signature des marchés.

Le contrôle des quantités et la vérification du dossier de consultation se fera obligatoirement avant la remise des offres.

10.1.1.6 **CLASSEMENT UPEC**

Les revêtements de sols en carrelage devront être adaptés au type et à l'utilisation des locaux dans lesquels ils sont à poser, selon le classement UPEC.

Ce classement UPEC fait l'objet d'un Cahier du CSTB : notice sur le classement UPEC et classement UPEC - Cahier 2999 - Livraison 384 - novembre 1997.

Ce classement UPEC concerne les revêtements de sols intérieurs uniquement destinés à la circulation des personnes et à leur séjour dans les bâtiments :

- habitations
- administratifs
- enseignement
- commerciaux
- hôteliers
- hospitaliers

ainsi que des bâtiments analogues.

Le classement ne s'applique pas aux locaux suivants :

- locaux sportifs
- locaux industriels

Ainsi qu'aux autres locaux dans lesquels prédominent des préoccupations autres que la durabilité, ni aux locaux dans lesquels les facteurs de destruction sont autres que ceux consécutifs au trafic pédestre et aux activités humaines courantes.

Pour chaque lettre de classement, le revêtement de sol devant être posé devra avoir un indice au moins égal à celui du local concerné.

Cette classification sera progressivement remplacée par celle de la norme européenne en vigueur.

10.1.1.7 **TRAITEMENT D'ETANCHEITE A L'AIR**

Afin de satisfaire aux exigences de la RT 2012 et de la RE 2020, des tests d'étanchéité à l'air du bâtiment seront effectués conformément aux normes en vigueur.

L'étanchéité à l'air est obtenue par la qualité optimale de tous les colmatages de réseaux et de l'ensemble des assemblages entre différents matériaux. Pour y parvenir, les techniques "traditionnelles" sont souvent inefficaces et des produits spécialisés existent sur le marché pour y remédier.

Chaque entrepreneur devra s'équiper de produits de qualité, correspondant exactement à la tâche qui lui incombe, afin de satisfaire aux exigences des tests. (Pour information, le recours à la mousse de polyuréthane est inefficace à terme et donc interdit pour l'étanchéité).

L'entreprise du présent lot devra effectuer consciencieusement le traitement d'étanchéité d'air et prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de répondre favorablement aux tests d'étanchéité à l'air.

Pour ce faire, elle devra fournir, avant le commencement des travaux, une liste de recommandations qu'elle mettra en oeuvre pour satisfaire à ces exigences.

L'entreprise titulaire du présent dossier devra tenir compte dans son offre de la préparation nécessaire à la bonne marche des tests intermédiaires, à savoir :

- le colmatage complet de toutes réservations, incorporation étanche, traitement de l'étanchéité à l'air face intérieures des menuiseries en complément de l'extérieur, ouvertures, tubages, scotch de passage ou d'assemblage, pose ballon gonflé dans les réseaux de ventilations ou autres, etc. toutes sujétions pour assurer l'étanchéité à l'air.

Dans le cas où les tests ne s'avèreraient pas concluants, des tests complémentaires seront prévus à la charge de l'entreprise défaillante.

Le résultat final ne peut être obtenu que si l'ensemble des entreprises oeuvre en ce sens et respecte les travaux des autres. La propreté du chantier doit également être irréprochable pour y parvenir.

10.1.1.8 **CONNAISSANCE DES LIEUX**

L'entreprise est censée s'être engagée dans son marché en toute connaissance de cause. En particulier, lui sont parfaitement connus :

- le terrain et ses sujétions propres
- les contraintes relatives aux propriétés voisines
- les contraintes liées à l'activité du site
- les modalités d'accès par la voirie
- les possibilités et difficultés de circulation de stationnement
- les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public
- l'enquête préalable concessionnaire et services de sécurité
- l'arrêté du permis de construire
- l'isolement acoustique prescrit en zone de bruit

Elle ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions puissent la dispenser d'exécuter tous les travaux de sa profession ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix.

10.1.1.9 **CONNAISSANCE DES PLANS**

L'entrepreneur devra vérifier soigneusement toutes les côtes portées aux dessins et s'assurer de leur concordance tant entre les divers plans qu'avec les bâtiments existants, s'il s'agit de rénovation ou s'il existe une mitoyenneté.

Pour l'exécution des travaux aucune côte ne devra être prise à l'échelle sur le dessin, l'entrepreneur devra s'assurer, sur place, avant toute mise en oeuvre, de la possibilité de suivre les côtes et indications diverses. Dans le cas de doute, il en référera immédiatement à l'architecte.

L'entrepreneur ne pourra de lui-même modifier quoi que ce soit au projet de l'architecte, mais il devra signaler tous les changements qu'il croirait utile d'y apporter. Il provoquera tous les renseignements complémentaires sur tout ce qui lui semblerait douteux ou incomplet, il devra

compléter dans les moindres détails les dessins qui lui seront soumis par l'architecte.

Faute de se conformer à ces prescriptions, il deviendra responsable de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution, ainsi que des conséquences de toute nature qu'elles entraîneraient.

10.1.2 **CONTENU DU MARCHE**

10.1.2.1 **ETENDUE DES TRAVAUX**

Les travaux du présent lot comprennent :

- à partir des renseignements donnés dans le présent C.C.T.P., l'établissement des calculs, plans PAC
- la fourniture des matériaux entrant dans la composition des ouvrages,
- la mise en œuvre de ces matériaux,
- le transport et l'amenée à pied d'œuvre, y compris chargement, déchargement et toutes manutentions,
- l'établissement des zones d'intervention, y compris clôtures provisoires et protections,
- la fourniture, la pose et la dépose des engins de levage, échafaudages et de l'outillage nécessaires à la mise en œuvre,
- l'enlèvement des gravats, déchets et emballages consécutifs aux travaux du présent lot.

En outre, sont dues par l'Entrepreneur, sans que cette liste soit limitative, les dispositions suivantes, avant, en cours, et après exécution des travaux

- toutes sujétions d'échafaudage et plate-forme permettant l'accès nécessaire à l'installation des ouvrages, ainsi que la sécurité des lieux d'installation de chantier.

- les réparations des dommages éventuels causés aux installations enfouies dans le sol, ou encourus par celles qui n'auraient pu être décelées avant le commencement des travaux ou qui auraient été décelées avec une précision insuffisante.

L'Entrepreneur est chargé d'assurer la réalisation complète des ouvrages du présent lot, et ses prestations comprennent les travaux accessoires nécessaires découlant des études détaillées, même si ces travaux ne figurent pas sur les plans et documents du marché.

10.1.2.2 **PROTECTION DES OUVRAGES ET LEURS ABORDS**

Les ouvrages existants ou en cours de construction devront être protégées contre les ébranlements dus aux chocs, dépôt de matériaux, circulation d'engins, etc...

Les frais entraînés à la suite de dégradations résultant de mesures de protection insuffisantes seront à la charge de l'entrepreneur défaillant et ne seront en aucun cas imputés au compte prorata.

10.1.2.3 **VERIFICATION DES COTES**

L'entrepreneur devra vérifier soigneusement toutes les côtes portées aux dessins et s'assurer de leur concordance dans les différents plans.

Pour l'exécution des travaux, aucune côte ne devra être prise à l'échelle sur le dessin, l'entrepreneur devra s'assurer, sur place, avant toute mise en œuvre, de la possibilité de suivre les côtes et indications diverses. Dans le cas de doute, il en référera immédiatement à l'architecte.

L'entrepreneur ne pourra de lui-même modifier quoi que ce soit au projet de l'architecte, mais il devra signaler tous les changements qu'il croirait utile d'y apporter. Il provoquera tous les renseignements complémentaires sur tout ce qui lui semblerait douteux ou incomplet, il devra compléter dans les moindres détails les dessins qui lui seront soumis par l'architecte.

Faute de se conformer à ces prescriptions, il deviendra responsable de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution, ainsi que des conséquences de toute nature qu'elles entraîneraient.

10.1.2.4 **CONTENU DES PRIX FORFAITAIRES**

Les prix forfaitaires devront comprendre toutes les fournitures, façons et accessoires nécessaires au parfait achèvement des ouvrages en conformité avec l'art de bâtir et avec les lois et règlements en vigueur, même si certaines de ces fournitures ou façons n'étaient pas mentionnées dans les documents relatifs à ces ouvrages.

L'entrepreneur ne pourra modifier ultérieurement ses prix forfaitaires en invoquant une définition insuffisante des travaux qu'il est présumé connaître parfaitement au moment de l'établissement de ces prix.

Le quantitatif est fourni par le concepteur afin de permettre la juste comparaison des offres des entreprises sur un même canevas.

Cependant, il appartient aux entreprises d'en vérifier le bien-fondé et de signaler les éventuelles erreurs ou omissions faute de quoi, elles seraient censées accepter ce quantitatif dans son intégralité.

Les éventuelles réclamations seront étudiées par le concepteur et la suite donnée sera portée à la connaissance de tous les concurrents, avant la remise des offres, après quoi aucune réclamation ne sera recevable.

L'entreprise intervenante déclare avoir visité les lieux avant remise de l'offre, pour tenir compte, éventuellement, des difficultés de réalisation.

10.1.2.5 **RECEPTION DU CHANTIER AVANT TRAVAUX**

Le fait de commencer les travaux suppose que l'entrepreneur accepte les lieux tels qu'ils sont. Il devra, pour éviter tout conflit avec les autres entrepreneurs, réceptionner les ouvrages sur lesquels il aura à travailler.

S'il avait des réserves à formuler, il devrait demander l'inscription en P.V. à l'Architecte ou au coordinateur de travaux, avant tout commencement d'exécution de sa part. Passé ce délai, sa réclamation serait jugée irrecevable.

10.1.3 **GESTION DE LA QUALITE**

L'entrepreneur pouvant justifier au sein de ses établissements de l'existence d'une organisation permanente de la Qualité conforme à la norme ISO 9001 et au fascicule 65A (chapitre II) est rendu autonome en matière de Qualité, il doit toutefois pouvoir justifier à tout moment et sur simple demande du Maître d'œuvre ou de l'un de ses représentants, de la réalité de la mise en œuvre du Plan d'Assurance Qualité établi pour l'exécution du Marché et approuvé préalablement à sa mise en vigueur.

Ce plan d'assurance qualité, conforme à l'article 35 du fascicule 65A, soumis au Maître d'œuvre pendant la période de préparation contient notamment :

- l'organigramme détaillé et nominatif du chantier,
- l'organisation du contrôle interne,
- la description des méthodes de mise en œuvre et des matériaux et matériels utilisés,
- la description des contrôles et de l'organisation de ceux-ci,
- les points critiques et les points d'arrêt.

10.1.4 GESTION DES DECHETS

10.1.4.1 Directement par l'entreprise

Si l'entreprise décide de trier elle-même ses déchets, elle devra obligatoirement suivre le processus suivant :
Elle doit éviter de mélanger les déchets suivants :

- déchets inertes
- déchets ménagers et assimilés
- déchets industriels spéciaux
- déchets d'emballage

Elle doit trouver les voies d'élimination spécifiques à chaque catégorie de déchets :

Déchets inertes

- Dirigés vers des installations de recyclage ou de stockage de classe 3

Déchets ménagers et assimilés

- Pour les matériaux recyclables, vers des installations de recyclage.
- Pour les matériaux incinérables, dirigés vers des incinérateurs agréés.
- Pour les matériaux non recyclables ou non incinérables, dirigés vers des installations de stockage de classe 2

Déchets industriels spéciaux

- Doivent être emballés et étiquetés, et confiés à des éliminateurs agréés, accompagnés d'un bordereau administratif de suivi
- Dirigés vers des installations de stockage classe 1

Déchets d'emballage

- Doivent être valorisés soit par réemploi, soit par incinération avec récupération d'énergie, soit par recyclage

Deux emplacements pour des bennes seront mis à disposition des entreprises.

En revanche, il est absolument interdit d'utiliser les bennes INRAE.

10.1.4.2 Par éliminateur agréé

Si l'entreprise décide de ne pas trier elle-même ses propres déchets, elle devra obligatoirement les confier à un éliminateur agréé qui effectuera le tri ou la valorisation ou les orientera vers des installations de stockage correspondant à la nature des déchets (classe 1/2/3).

Une benne compartimentée est déposée sur le chantier où les déchets sont déposés en prenant soin de ne pas y déposer de déchets industriels spéciaux (DIS) car le tri en serait affecté, voir impossible.

10.1.5 COORDINATION ET LIMITES DES PRESTATIONS

L'entrepreneur devra réaliser ses ouvrages en parfaite coordination avec tous les autres corps d'état et notamment ceux de plomberie et d'électricité.

Il devra gratuitement toutes les réservations, incorporations et feuillures de toutes dimensions demandées par les autres corps d'état.

L'entrepreneur du présent lot devra les tracés d'implantation et de niveau nécessaires aux autres corps d'état.

Il a la charge, en qualité d'entrepreneur principal, des nettoyages périodiques et des enlèvements de gravois, dont les frais préfigureront (pour ce qui ne le concerne pas) au compte prorata.

S'il y avait une emprise quelconque sur la voie publique, la demande d'autorisation serait préalablement déposée à la Mairie ou faite par l'entrepreneur de ce lot. Toutes ces sujétions étant incluses dans ses prix et délais d'exécution.

10.1.5.1 FONT PARTIE DES PRESTATIONS DU PRESENT LOT

- le constat de l'état du support et du trait de niveau permettant de déterminer les arases du sol fini
- les études, plans d'appareillage et calepinage éventuellement nécessaire
- les chapes de ragréage
- la fourniture et la pose des revêtements prévus
- les dispositifs d'accès des locaux pendant la durée des travaux et pendant le délai de protection
- le nettoyage des revêtements après pose
- l'enlèvement de tous déchets, débris et emballages résultant des travaux du présent lot

10.1.6 EXECUTION DES TRAVAUX

10.1.6.1 GÉNÉRALITÉS

10.1.6.1.1 Travaux préparatoires

Avant tout commencement de travaux, le présent lot aura à effectuer un nettoyage parfait du support, pour obtenir une surface débarrassée de tout ce qui pourrait nuire à la bonne adhérence du revêtement de sol.

Le présent lot aura toujours à exécuter avant toute pose de revêtement une préparation du support par un enduit de lissage. Le choix du type de produit à employer pour cet enduit de lissage sera du ressort de l'entrepreneur. Ce choix sera fonction de la nature et de l'état du support, de la nature du revêtement de sol prévu, des éventuelles conditions particulières du chantier et du classement UPEC du local considéré.

Cet enduit de lissage sera réalisé dans les conditions précisées au Chapitre 5.2 des DTU 53.1 et 53.2.

L'entrepreneur devra toujours mettre en oeuvre la quantité d'enduit de lissage nécessaire pour satisfaire aux tolérances de planéité exigées, en partant du support qu'il aura accepté.

Les produits pour enduits de lissage devront être de type adapté à la nature et à l'état du support d'une part, et à la nature et au type de revêtement de sol, d'autre part. Ces produits seront exclusivement des produits livrés prêts à l'emploi, ceux préparés sur chantier ne seront pas admis.

Les produits pour enduits de lissage devront avoir fait l'objet d'un Avis Technique précisant son classement P1, P2 ou P3, classement au moins égal au classement UPEC du local à revêtir.

10.1.6.1.2 Réception des supports

L'entrepreneur du présent lot devra procéder à la réception des supports devant recevoir ses ouvrages.
Pour cette réception, l'entrepreneur du présent lot vérifiera que les supports répondent bien aux exigences des DTU et aux règles professionnelles.
Cette réception sera faite en présence du maître d'oeuvre, de l'entrepreneur ayant réalisé les supports et de l'entrepreneur du présent lot.
En l'absence de réserves formulées lors de la réception des supports, ceux-ci seront considérés comme réceptionnés par l'entreprise du présent lot.

Supports non conformes

En cas de supports ou parties de supports non conformes, l'entrepreneur du présent lot fera par écrit au maître d'oeuvre ses réserves et observations avec justifications à l'appui.
Il appartiendra alors au maître d'oeuvre de prendre toutes décisions en vue de l'obtention de supports conformes.
Le maître d'oeuvre pourra être amené à prescrire des travaux complémentaires nécessaires.
Selon leur nature, ces travaux complémentaires seront réalisés, soit par le lot ayant exécuté les supports, soit par le présent lot, mais les frais en seront toujours supportés par l'entrepreneur ayant exécuté les supports.

10.1.6.1.3 Sécurité générale

L'entrepreneur procédera à la mise en place de tous les dispositifs adéquats assurant la protection contre les chutes, les projections et la poussière
- signalisation des sorties de chantier,
- établissement, en accord avec le maître d'oeuvre, d'itinéraires spécifiques pour la desserte de chantier,
- établissement de clôtures provisoires délimitant les zones de travaux,
- mise en place de passerelles ou de déviations provisoires lors des opérations de raccordements des réseaux.

10.1.6.1.4 Nettoyage des voies publiques

L'entrepreneur doit assurer le nettoyage de la voie publique sur une distance de 200 m de part et d'autre de chacune des sorties de chantier.

10.1.6.1.5 Dispositions de coordination avec les autres entreprises et intervenants

Les échafaudages devront satisfaire l'ensemble des normes de sécurité concernant :
- les ouvriers travaillant sur les échafaudages
- la protection des biens et des personnes avoisinant le chantier
L'entrepreneur effectuera les démarches, demande et autorisation nécessaire pour mise en place sur voiries publiques et privées. Les retouches, raccords sur ouvrages finis dégradés (imputés au responsable si celui-ci est connu, au compte prorata le cas contraire)
Afin que le maître d'oeuvre puisse coordonner la circulation des autres intervenants, l'entrepreneur l'informerait des délais de mise en service.

10.1.6.2 NATURE, PROVENANCE ET QUALITE DES MATERIAUX

10.1.6.2.1 Nature et qualité des matériaux et produits en général

Les matériaux et produits devant être mis en oeuvre dans les ouvrages à la charge du présent lot devront impérativement répondre aux conditions et prescriptions ci-après.
Matériaux et produits prévus dans les DTU ou faisant l'objet de normes NF ou EN. Ils devront répondre au minimum aux spécifications de ces documents.
Matériaux et produits dits " non traditionnels ", non prévus dans les DTU et ne faisant pas l'objet de normes NF ou EN devront selon le cas :
- faire l'objet d'un Avis Technique ou d'un Agrément Technique européen
- être admis à la marque NF
- être titulaire d'une certification ou d'un label.
Matériaux et produits n'entrant dans aucun des cas ci-dessus :
- la procédure d'obtention de l'Avis Technique devra être lancée par l'entrepreneur
- dans le cas où cette procédure d'obtention de l'Avis Technique exigerait un délai trop long, l'entrepreneur pourra faire appel à une autre procédure dite " procédure ATEx " - Appréciation technique d'expérimentation.
A défaut, dans le cas où le délai d'exécution contractuel ne permettrait pas le lancement de cette procédure, l'entrepreneur pourra demander à ses assureurs, et au bureau de contrôle, le cas échéant, l'accord sur le matériau ou le produit concerné, en présentant toutes justifications apportant les preuves de son aptitude à l'emploi et son équivalence.
En tout état de cause, l'entrepreneur ne pourra en aucun cas mettre en oeuvre un matériau ou un produit qui ne serait pas pris en garantie par ses assureurs.
Les adhésifs à utiliser devront répondre à la norme en vigueur.
Ils seront choisis obligatoirement pour chaque type de revêtement de sol, dans la liste de ceux préconisés par le fabricant du revêtement de sol. Ils devront être compatibles avec la nature et le type d'enduit de lissage appliqué.
Le respect des qualités des adhésifs et leur utilisation conformes aux prescriptions du fabricant de l'adhésif, incombent respectivement à ce dernier et à l'entrepreneur, mais l'entrepreneur sera seul responsable envers le maître d'ouvrage.

Prescriptions générales

Tous les ouvrages devront être réalisés avec toutes les précautions requises dans des conditions telles qu'ils présentent toutes les qualités de solidité et de durée.
Il est expressément spécifié ici que l'entrepreneur devra l'exécution complète et parfaite de tous les ouvrages, façons et fournitures nécessaires.

10.1.6.2.2 Revêtement de sols

Les revêtements, qu'il s'agisse de revêtements plastiques ou de revêtements textiles, devront obligatoirement bénéficier d'un avis technique favorable ou de justifications équivalentes.
Ils devront, en outre, être choisis parmi les listes établies en fonction du classement UPEC, de leurs caractéristiques acoustiques et de la destination des locaux.

10.1.6.2.3 Colles

Les colles utilisées doivent être celles prévues dans les avis techniques des revêtements de sols, ou doivent avoir reçu l'agrément du fabricant de revêtement.
En outre, pour les revêtements textiles, la nature de la colle doit être celle qui est indiquée dans la fiche d'homologation I.T.R.

10.1.6.2.4 Produits de ragréages

Les enduits de ragréage doivent bénéficier d'un avis technique favorable ou de justifications équivalentes.

10.1.6.2.5 Echantillons

Avant toute mise en oeuvre, l'entrepreneur devra soumettre au maître d'oeuvre et le maître d'ouvrage, pour approbation des matériaux et choix des coloris, tous les échantillons qui lui seront demandés.

10.1.6.3 **REGLES D'EXECUTION DES REVETEMENTS DE SOLS**

Pour tous les revêtements de sol faisant l'objet d'un Avis Technique, la mise en oeuvre devra être réalisée conformément aux prescriptions de cet Avis Technique.

Revêtements de sol en plastiques

Les revêtements de sol et de marches d'escaliers en plastique, ainsi que les rives et seuils, seront mis en oeuvre dans les conditions précisées au Chapitre 6 du DTU 53.2.

Les revêtements en dalles plombantes en plastiques seront, pour bénéficier pleinement de l'avantage d'amovibilité, liés au support par des produits à base de résine synthétique en dispersion permettant à la fois un non-glissement des dalles et une dépose très aisée.

Les autres revêtements de sol seront collés en plein sur le support, à simple ou à double encollage selon le type de revêtement de sol mis en oeuvre. La quantité d'adhésif employée sera telle qu'elle assure une adhérence parfaite du revêtement, sans toutefois que, par suite de surabondance d'adhésif, celui-ci ne reflue par les joints. En tout état de cause, la mise en oeuvre du revêtement de sol devra être réalisée conformément aux prescriptions de mise en oeuvre de l'Avis Technique ou, à défaut suivant celles du fabricant.

Dans certains cas, en fonction de la nature du support, il sera à appliquer un primaire avant collage du revêtement.

Revêtements de sol en textiles

Les revêtements de sol et de marches en textiles posés par collage en plein ou par tension, seront mis en oeuvre dans les conditions précisées au Chapitre 6 du DTU 53.1.

Les revêtements de sol en dalles plombantes textiles seront mis en oeuvre en pose libre ou après application d'un produit de préparation dans le cas où cette opération est nécessaire. Les dalles seront dites " piégées " par emploi d'un produit de préparation antiglis, restant souple et permettant de décoller facilement les dalles.

En tout état de cause, la mise en oeuvre sera à réaliser conformément aux prescriptions du Cahier du CSTB n 2193 - Cahier des prescriptions techniques de mise en oeuvre des revêtements de sol textiles en dalles plombantes - Octobre 1987.

Les revêtements de sol textiles en pose tendue seront toujours mis en oeuvre sur une thibaude de textile ou mousse, selon le cas.

Couvre-joints de seuils et autres

Les couvre-joints au droit des jonctions de sols de natures différentes seront très soigneusement coupés de longueur et ajustés dans la feuillure de l' huisserie ou du bâti. Ils seront obligatoirement disposés dans l'axe de l'épaisseur de la porte. Ceux en métal seront fixés par vis à tête fraisée, ces vis disposées dans l'axe du couvre-joint à espacement régulier. Les têtes de vis seront toujours en métal de même aspect et traitement que le couvre-joint.

Calfatage après pose des revêtements

Les calfatages seront à réaliser en rives, au droit des découpes au pied des huisseries, au passage des fourreaux et tuyauteries, au droit des seuils et autres points particuliers, le cas échéant, et devront être soigneusement réalisés.

Ces calfatages seront réalisés en mastic élastomère, compatible avec la nature du matériau de revêtement de sol. Le mastic devra être de même ton que le revêtement de sol.

Revêtements de sol plastiques dans locaux classés E 3

La mise en oeuvre devra être réalisée conformément aux prescriptions de l'article 6512 du DTU 53.2.

Dispositions applicables à la pose de revêtements de sol électroconducteurs

Les dispositions à prendre seront celles préconisées par le fabricant des revêtements de sol antistatiques, ou à défaut celles énoncées au Chapitre 7 du DTU 53.2.

Prescriptions particulières pour la pose des revêtements de sol en dalles

Les tracés et les alignements seront déterminés de manière à permettre une exécution avec un minimum de coupes de dalles. Les coupes inévitables devront toujours se faire en rives de revêtements.

Les alignements devront toujours être symétriques par rapport à l'axe du local. Dans le cas où il est prévu un calepinage par le maître d'oeuvre, la pose devra toujours le respecter scrupuleusement.

Prescriptions diverses

À toutes les jonctions de sols minces de natures différentes, il sera posé par le présent lot un couvre-joint dans les conditions précisées ci-avant. Les jonctions de sols minces de même nature, de même teinte ou non, ne recevront pas de couvre-joint et, de ce fait, l'ajustage du joint devra être soigneusement réalisé. Ce joint devra être disposé dans l'axe de l'épaisseur de la porte.

Dans le cas où des revêtements de sols collés seront à poser au droit des joints de dilatation, le présent lot devra les respecter lors de l'exécution des revêtements. Pour l'exécution de ces joints, l'entrepreneur soumettra au maître d'oeuvre avant le début des travaux, les dispositions qu'il compte prendre pour cette exécution.
Quelle que soit la solution adoptée, les joints devront être étanches aux eaux de lavage. Pour des raisons de sécurité, il est rappelé l'obligation dans les ERP de mise en place de nez de marches sur les escaliers.

10.1.6.4 **SPECIFICATIONS PARTICULIERES**

Les revêtements de sol finis devront présenter un aspect net et parfaitement fini, sans aucune tache ni salissure, de couleur et de ton uniformes et réguliers, l'ensemble conforme aux prescriptions du présent CCTP.
En ce qui concerne la planéité, les tolérances admises sont celles précisées à l'article 6.7 du DTU 53.2, pour tous les types de revêtements plastiques et textiles.
Pour les revêtements de sol en dalles, la tolérance d'alignement admise est la suivante : une règle de 2 m posée à plat ne devra pas faire apparaître de différence dans l'alignement des joints supérieurs à 1 millimètre.
Toutes les parties de revêtements de sol accusant des défauts tels que décollements, boursoffures, bosses ou flaches supérieurs aux tolérances admises, alignements de joints incorrects, joints ouverts, coupes et ajustages mal réalisés, etc. seront refusés, déposés et refaits par l'entrepreneur à ses frais.
Immédiatement après pose, les revêtements de sol seront soigneusement nettoyés à l'aide de produits adéquats par le présent lot et ce dernier devra en assurer la protection jusqu'à sa réception.
Dans certains cas, en fonction des conditions particulières du chantier, le présent lot pourra se trouver amené, plus particulièrement pour les sols textiles, à assurer une protection absolument efficace, soit par mise en place d'un film plastique collé aux joints par bandes adhésives, soit par tout autre moyen efficace.

10.1.6.5 **EXECUTION DES TRAVAUX**

Il sera dû toutes les sujétions d'exécution, notamment :
- découpes à la demande de la disposition des lieux et pour passage des canalisations,
- protections par tous moyens à la convenance de l'entreprise, qui vérifiera en particulier que les autres corps d'état qui risqueraient de tâcher ou de détériorer ses revêtements, utilisent bien les protections spéciales nécessaires,
- s'assurer que tous les locaux, les supports, y compris raccords, sont parfaitement secs au moment de la pose et que les locaux dans lesquels il doit intervenir sont vitrés,
- la jonction de revêtement de sols différents ou de teintes différentes sera effectuée à mi-feuillure des portes.

10.1.6.5.1 Pose des revêtements

L'exécution des ragréages et la mise en œuvre des revêtements se feront suivant les dispositions des avis techniques correspondants.

10.1.6.5.2 Classement U.P.E.C.

Les revêtements de sols utilisés devront répondre au classement U.P.E.C. des locaux dans lesquels ils seront utilisés, pour les matériaux de base, comme pour les variantes.

10.1.6.5.3 Teinte et motifs

Les teintes et motifs seront choisis par le maître d'œuvre dans les gammes complètes du fabricant et en accord avec le maître d'ouvrage.

10.1.6.5.4 Tolérances

- a) Revêtements au sol :
Ils ne devront pas présenter de flèche :
- supérieure à 5 mm sous règle de 2,00 m présentée en tous sens,
- supérieure à 1 mm sous réglet de 0,20 m.
- b) Revêtements muraux :
Ils ne devront pas présenter de flèche :
- supérieure à 2 mm sous la règle de 2,00 m à l'intérieur,
- supérieure à 5 mm sous la règle de 2,00 m à l'extérieur.

10.1.6.5.5 Nettoyages

- a) Préalablement à la pose des revêtements, l'entrepreneur devra un nettoyage général des supports comprenant un brossage avec lavage si besoin est, de manière à éliminer toutes traces de matières susceptibles de provoquer un manque d'adhérence des revêtements avec leur support.
b) Nettoyage général des revêtements en fonction de leur nature. Emploi obligatoire de l'aspirateur pour les feutres aiguilletés et moquettes, dès leur pose.
c) Nettoyage définitif avant livraison des locaux.

10.1.7 **DOCUMENTS DES OUVRAGES EXECUTES (DOE) (1)**

Il appartiendra à l'entreprise de fournir les éléments nécessaires à la maîtrise d'oeuvre dans les délais impartis pour la phase AOR.
Les plans d'atelier et de fabrication, les dossier technique et de recollement resteront à la charge de l'entreprise.
Il lui appartient de prendre en compte les études à réaliser et de les intégrer au DPGF
Les marques et références des produits proposés devront être obligatoirement précisées par l'entreprise, dans le cas contraire, l'offre sera considérée incomplète.

Les DOE sont à fournir 1 mois avant la réception des travaux.
Ils comprennent :
2 exemplaires papiers + 1 clé USB comportant les fiches et plans en PDF et DWG.

10.2 **BATIMENT VIGNES ET VINS**

10.2.1 **REVETEMENT DE SOL PVC**

Fourniture et pose d'un revêtement de sols collé sur enduit de lissage, comprenant :

- nature du support : dalle béton
- réception du support, nettoyage, préparation du support, ragréage, façon de raccords nécessaires
- application primaire base aqueuse et ragréage auto lissant adapté au classement du local, application après dépoussiérage, mise en oeuvre selon les recommandations du fabricant
- fourniture du revêtement de sol et de la colle compatible à l'envers du produit mis en oeuvre
- pose du revêtement effectuée dans les règles de l'art et les recommandations du fabricant
- teinte et aspect au choix du Maître d'ouvrage
- appareillage dans le sens de la lumière dominante, sauf indications contraires du Maître d'oeuvre
- le revêtement des seuils, niches, niches de placards devra toujours être pris dans le lé adjacent
- compris coupes, découpes, percements demandés par les autres corps d'état, notamment les lots techniques
- nettoyage et exécution de tous les raccords de finition avant réception
- nettoyage de mise en service selon les recommandations du fabricant.
- toutes sujétions d'exécution pour une parfaite finition
- classement revêtements de sols : DFL -s2 ou M4,

NOTA :

L'ensemble des matériaux employés devra être exempt de solvant et à faible émission de COV conformément à la réglementation en vigueur.

10.2.1.1 **Revêtement de sol PVC U3P3E2/3C2 en lés**

Exécution dito descriptif générale avec :

- fourniture du revêtement de sol PVC, isophonique multicouche, armaturé, à couche d'usure transparente non chargée, groupe T d'abrasion, en rouleau de 2 mètres de large, de type TARALAY IMPRESSION COMPACT de chez GERFLOR ou équivalent, comprenant :
- le ragréage P3 à raison de 3,00 kg/m²,
- la pose par collage du sol vinylique
- le traitement des joints soudés à chaud
- classement U4 P3 E2/3 C2
- tenue au feu M4 et conforme à la norme XP P05-011
- émissions dans l'air de TVOC à 28 jours (NF EN 16000) du revêtement sélectionné sont < 10 ?g / m³. Selon la norme NF EN 13501-1, le revêtement est classé Bfls1.
- traitement de surface ProtecSol®2 ou équivalent doublement réticulé UV et laser
- 100% recyclable
- traitement bactériostatique et fongistatique
- teintes et aspect au choix de l'architecte
- compris coupes, découpes, percements demandés par les autres corps d'état, notamment les lots techniques
- pose du revêtement effectuée dans les règles de l'art et les recommandations du fabricant qui préconisera également la colle à utiliser.
- nettoyage et exécution de tous les raccords de finition avant réception
- nettoyage de mise en service selon les recommandations du fabricant.
- toutes sujétions d'exécution pour parfaite finition

Sont compris dans les métrés et à réaliser les ébrasements d'ouvertures.

Localisation : *Nouvel Accueil*

10.2.1.2 **Sous couche phonique**

Mise en place d'une sous couche phonique sous l'ensemble des revêtement en sols souple l'ensemble conforme aux prescriptions du fabricant, compris les coupes, les chutes, les ajustements, y compris toutes fournitures, tous travaux et toutes sujétions.

Localisation : *Sur sols ci-dessus*

10.2.2 **DIVERS**

10.2.2.1 **Barre de seuil**

Fourniture et mise en place au droit des arrêts de revêtement de sol d'une barre de seuil en laiton, compris fixation par vis et toutes sujétions.

Localisation : *Entre Accueil et dégagement et Hall d'entrée*

10.3 **BATIMENT PRINCIPAL**

10.3.1 **REVETEMENT DE SOL PVC**

Fourniture et pose d'un revêtement de sols collé sur enduit de lissage, comprenant :

- nature du support : dalle béton
- réception du support, nettoyage, préparation du support, ragréage, façon de raccords nécessaires
- application primaire base aqueuse et ragréage auto lissant adapté au classement du local, application après dépoussiérage, mise en oeuvre selon les recommandations du fabricant
- fourniture du revêtement de sol et de la colle compatible à l'envers du produit mis en oeuvre
- pose du revêtement effectuée dans les règles de l'art et les recommandations du fabricant
- teinte et aspect au choix du Maître d'ouvrage
- appareillage dans le sens de la lumière dominante, sauf indications contraires du Maître d'oeuvre
- le revêtement des seuils, niches, niches de placards devra toujours être pris dans le lé adjacent
- compris coupes, découpes, percements demandés par les autres corps d'état, notamment les lots techniques
- nettoyage et exécution de tous les raccords de finition avant réception
- nettoyage de mise en service selon les recommandations du fabricant.
- toutes sujétions d'exécution pour une parfaite finition

- classement revêtements de sols : DFL -s2 ou M4,
NOTA :

L'ensemble des matériaux employés devra être exempt de solvant et à faible émission de COV conformément à la réglementation en vigueur.

10.3.1.1 **Revêtement de sol PVC U3P3E2/3C2 en lés**

Exécution d'après descriptif générale avec :

- fourniture du revêtement de sol PVC, isophonique multicouche, armaturé, à couche d'usure transparente non chargée, groupe T d'abrasion, en rouleau de 2 mètres de large, de type TARALAY IMPRESSION COMPACT de chez GERFLOR ou équivalent, comprenant :
- le ragréage P3 à raison de 3,00 kg/m²,
- la pose par collage du sol vinylique
- le traitement des joints soudés à chaud
- classement U4 P3 E2/3 C2
- tenue au feu M4 et conforme à la norme XP P05-011
- émissions dans l'air de TVOC à 28 jours (NF EN 16000) du revêtement sélectionné sont < 10 ?g / m³. Selon la norme NF EN 13501-1, le revêtement est classé Bfls1.
- traitement de surface ProtecSol®2 ou équivalent doublement réticulé UV et laser
- 100% recyclable
- traitement bactériostatique et fongistatique
- teintes et aspect au choix de l'architecte
- compris coupes, découpes, percements demandés par les autres corps d'état, notamment les lots techniques
- pose du revêtement effectuée dans les règles de l'art et les recommandations du fabricant qui préconisera également la colle à utiliser.
- nettoyage et exécution de tous les raccords de finition avant réception
- nettoyage de mise en service selon les recommandations du fabricant.
- toutes sujétions d'exécution pour parfaite finition

Sont compris dans les métrés et à réaliser les ébrasements d'ouvertures.

Localisation : *Partie réhabilitée REZ DE CHAUSSEE + salle de convivialité + kitchenette + rangement étage*

10.3.1.2 **Pv pour sous couche phonique**

Plus value pour mise en place d'une sous couche phonique sous l'ensemble des revêtement en sols souple l'ensemble conforme aux prescriptions du fabricant, compris les coupes, les chutes, les ajustements, y compris toutes fournitures, tous travaux et toutes sujétions.

Localisation : *Sur sols ci-dessus*

10.3.2 **DIVERS**

10.3.2.1 **Barre de seuil**

Fourniture et mise en place au droit des arrêts de revêtement de sol d'une barre de seuil en laiton, compris fixation par vis et toutes sujétions.

Localisation : *Au droit des changements de revêtements de sol*

10.4 **Signatures**

A _____, le _____ (*) L'Entrepreneur

* Mettre lieu, date et signature précédée de la mention manuscrite " lu et approuvé" et cachet de l'entreprise